

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2022/41579]

**28 AVRIL 2022. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19**

La Ministre de la Santé et de l'Action sociale,

Vu le décret du 17 mars 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19 pour les matières réglées par l'article 138 de la Constitution, article 2 § 1<sup>er</sup> ;

Vu le décret du 3 décembre 2020 portant confirmation des arrêtés du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux pris dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au COVID-19 pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, articles 6, 9 et 11 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoir spéciaux n°14 du 10 avril 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé, articles 2, alinéa 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 23/1, tels que modifiés ou insérés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 36 du 7 mai 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur du handicap, articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34, 36 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°53 du 16 juin 2020 relatif aux diverses dispositions prises dans le cadre du déconfinement COVID-19 pour les secteurs de la santé, du handicap et de l'action sociale, articles 2, 4, 5, 6, 7 modifiés par l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n°60 du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 avril 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 28 avril 2022 ;

Vu le rapport du 6 avril 2021 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Considérant l'article 191 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne qui consacre le principe de précaution dans le cadre de la gestion d'une crise sanitaire internationale et de la préparation active à la potentialité de ces crises ; que ce principe implique que lorsqu'un risque grave présente une forte probabilité de se réaliser, il revient aux autorités publiques d'adopter des mesures urgentes et provisoires ;

Considérant la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2020 par laquelle il marque son accord sur le soutien aux secteurs de la santé, de l'action sociale et de l'insertion socioprofessionnelle ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 ;

Considérant l'évolution de la crise sanitaire du COVID-19 et les mesures adoptées par les différents niveaux de pouvoirs et, notamment celles adoptées à l'issue de comité de concertation du 30 octobre 2020, afin d'en limiter la propagation ;

Considérant l'impact profond de cette crise et des mesures nécessaires pour lutter contre l'épidémie de COVID-19, notamment, sur le financement des opérateurs du secteur de la santé et du handicap dans le cadre de la gestion de la crise de COVID-19 ;

Considérant que les mesures prévues sont indispensables afin de garantir l'emploi des services dans ces secteurs et d'assurer le respect des droits de leurs bénéficiaires ;

Considérant qu'il convient d'immuniser les subventions octroyées et d'assurer le respect des droits des bénéficiaires prévus dans le cadre des dispositifs relevant notamment des politiques de la santé et du handicap afin d'annihiler les conséquences inévitables de l'épidémie de COVID-19, tout en excluant tout effet d'aubaine pouvant en résulter ;

Considérant l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures afin d'atteindre l'objectif qui leur est assigné et que tout retard dans leur adoption est de nature à en réduire l'effet ;

Considérant l'insécurité juridique dans laquelle se trouvent actuellement les services et les établissements agréés et subventionnés quant au niveau de financement auquel ils peuvent prétendre, compte tenu de la variation importante dans leurs activités due à la crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que le risque découlant de cette insécurité juridique et financière est que ces services et établissements réduisent leur niveau de service et de qualité de prise en charge à destination des bénéficiaires ;

Considérant le caractère particulièrement indispensable du maintien de l'offre de service et de la qualité de prise en charge dans le contexte de crise sanitaire du COVID-19 ;

Considérant que les gestionnaires des établissements agréés et subventionnés par l'Agence ont impérativement besoin de connaître les modalités de calcul de leurs subventions pour les années à venir car leur financement risque d'être fortement influencé par la crise sanitaire ;

Considérant qu'il est nécessaire que le présent arrêté entre en vigueur le 30 septembre 2021 afin d'éviter toute interruption dans les immunisations qu'il prolonge ;

Considérant, par tous ces éléments, l'urgence d'adopter rapidement des mesures d'immunisation du financement des opérateurs de la santé et du handicap,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — Disposition préliminaire*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

*Section 2. — Prolongation des mesures relatives aux services d'aide aux familles et aux aînés*

**Art. 2.** L'article 3 de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, le § 1<sup>er</sup> est complété par la phrase suivante :

« Ce même nombre de prestations par heure d'activité est également multiplié par le contingent octroyé aux services en 2022 afin d'obtenir le nombre de prestations à prendre en considération pour l'année 2022. »

**Art. 3.** Dans l'article 4 de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2020 relatif aux diverses dispositions prises en matière de financement des opérateurs du secteur de la santé et de l'action sociale dans le cadre de la crise sanitaire du COVID-19, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

*Section 3. — Prolongation des mesures relatives aux services financés par le biais d'une convention de revalidation visée à l'article 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du Code wallon de l'action sociale et de la santé*

**Art. 4.** Dans l'article 5 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

*Section 4. — Prolongation des mesures relatives aux maisons de repos et maisons de repos et de soins et centres de soins de jour*

**Art. 5.** Dans l'article 6 du même arrêté, les mots « 30 juin 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

**Art. 6.** Dans l'article 7 du même arrêté, les mots « 30 juin 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

**Art. 7.** Dans l'article 8 du même arrêté, les mots « 30 juin 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

**Art. 8.** Dans l'article 9 du même arrêté, les mots « 30 juin 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

**Art. 9.** Dans l'article 11 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

**Art. 10.** Dans l'article 12 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

*Section 5. — Prolongation des mesures relatives aux maisons de soins psychiatriques*

**Art. 11.** Dans l'article 13 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

*Section 6. — Prolongation des mesures relatives aux initiatives d'habitations protégées*

**Art. 12.** Dans l'article 14 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

*Section 7. — Prolongation des mesures relatives au prix d'hébergement des établissements hospitaliers agréés par la Région wallonne*

**Art. 13.** Dans l'article 18 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

*Section 8. — Prolongation des mesures relatives aux services d'accueil, d'hébergement et d'aide en milieu de vie du secteur handicap*

**Art. 14.** Dans l'article 19 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont à chaque fois remplacés par les mots « 31 décembre 2021 ».

**Art. 15.** Dans l'article 26 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 30 juin 2022 ».

**Art. 16.** A l'article 27 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au 2<sup>o</sup>, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 » ;

2<sup>o</sup> au 3<sup>o</sup> les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 », et les mots « à 30 jours après la date de fin des mesures couvertes par le présent arrêté, soit le 30 octobre 2021 » sont remplacés par les mots « au 31 décembre 2021 » ;

3<sup>o</sup> au 4<sup>o</sup>, les mots « 15 octobre 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 ».

**Art. 17.** Dans l'article 28 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 ».

**Art. 18.** Dans l'article 31 du même arrêté, les mots « 30 septembre 2021 » sont remplacés par les mots « 31 décembre 2021 », et les mots « à 15 jours après la date de fin de la période de crise, soit le 15 octobre 2021 » sont remplacés par les mots « au 31 décembre 2021 ».

## Section 9. — Disposition finale

**Art. 19.** Le présent arrêté produit ses effets le 30 septembre 2021.

Namur, le 28 avril 2022.

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie Sociale, de l'Egalité des Chances et des Droits des Femmes,  
Ch. MORREALE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2022/41579]

**28 APRIL 2022. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19**

De Minister van Gezondheid en Sociale Actie,

Gelet op het decreet van 17 maart 2020 tot toekenning van de bijzondere machten aan de Waalse Regering in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden geregeld bij artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op artikel 2, § 1;

Gelet op het decreet van 3 december 2020 houdende bekrachtiging van de besluiten van de Waalse Regering van bijzondere machten in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 voor de aangelegenheden bedoeld in artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 6, 9 en 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 14 van 10 april 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheidssector, inzonderheid op de artikelen 2, lid 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 22, 23 en 23/1, zoals gewijzigd of ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 36 van 7 mei 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de handicapsector, inzonderheid op de artikelen 4, 5, 6, 7, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 25, 26, 27, 28, 30, 31, 32, 33, 34 en 36, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 53 van 16 juni 2020 betreffende de verschillende maatregelen die zijn genomen in het kader van de afbouwmaatregelen COVID-19 voor de sectoren van de gezondheid, handicap en sociale actie, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 5, 6 en 7, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 60 van 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 april 2022 ;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 28 april 2022;

Gelet op het verslag van 6 april 2021, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen, voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op artikel 191 van het EU-Verdrag waarin het voorzorgsbeginsel vastgeschreven is in het kader van het beheer van een internationale sanitaire crisis en de actieve voorbereiding op het potentieel voorvallen van deze crisissen; dat dit beginsel inhoudt dat, wanneer er een ernstig risico zich naar alle waarschijnlijkheid kan voordoen, de publieke overheden dringende en voorlopige maatregelen dienen te nemen;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2020 waarbij ze instemt met de steun aan de sectoren van de gezondheid, de sociale actie en de inschakeling in de maatschappij en het beroepsleven;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op de ontwikkeling van de gezondheidscrisis COVID-19 en de maatregelen die door de verschillende bestuursniveaus zijn genomen, en met name de maatregelen die aan het einde van de vergadering van het overlegcomité van 30 oktober 2020 zijn genomen, om de verspreiding ervan te beperken;

Gelet op de diepgaande impact van deze crisis en de maatregelen die nodig zijn om de COVID-19-epidemie te bestrijden, met name voor de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector in het kader van het beheer van de crisis COVID-19;

Overwegende dat de voorziene maatregelen essentieel zijn om de tewerkstelling van de diensten in deze sectoren te garanderen en de eerbiediging van de rechten van de begunstigden ervan te waarborgen;

Overwegende dat het passend is de toegekende subsidies vrij te stellen en het respect voor de rechten van de rechthebbenden, bepaald in het kader van de regelingen vallend onder het gezondheids- en handicapbeleid, te garanderen om de onvermijdelijke gevolgen van de COVID-19-epidemie uit te vlakken en de daaruit mogelijks voortvloeiende buitenkansseffecten uit te sluiten;

Overwegende dat het dringend is om deze maatregelen uit te voeren om het ermee beoogde doel te bereiken en dat elke vertraging bij de aanneming van deze maatregelen het effect ervan waarschijnlijk zal verminderen;

Gelet de rechtsonzekerheid waarin de erkende en gesubsidieerde diensten en instellingen zich momenteel bevinden met betrekking tot de hoogte van de financiering waarop zij recht hebben, gezien de aanzienlijke variatie in hun activiteiten als gevolg van de gezondheidscrisis COVID-19;

Overwegende dat het risico als gevolg van deze juridische en financiële onzekerheid is dat deze diensten en instellingen hun niveau van dienstverlening en de kwaliteit van de zorg die zij aan de begunstigden verlenen, kunnen verlagen;

Overwegende dat de instandhouding van het dienstenaanbod en de kwaliteit van de zorg in het kader van de gezondheidscrisis COVID-19 bijzonder onmisbaar is;

Overwegende dat de beheerders van de door het Agentschap erkende en gesubsidieerde instellingen moeten weten hoe hun subsidies voor de komende jaren worden berekend, omdat hun financiering waarschijnlijk sterk zal worden beïnvloed door de gezondheidscrisis;

Overwegende dat dit besluit op 30 september 2021 in werking moet treden om een onderbreking van de bij dit besluit verlengde immunisaties te voorkomen;

Overwegende dat het gezien al deze elementen dringend is om snel maatregelen te nemen met het oog op de vrijstelling van de financiering van de operatoren in de gezondheids- en gehandicaptensector,

Besluit :

*Afdeling 1. — Inleidende bepaling*

**Artikel 1.** Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128 van de Grondwet.

*Afdeling 2. — Verlenging van de maatregelen betreffende de hulpdienst voor gezinnen en bejaarde personen*

**Art. 2.** In artikel 3 van het ministerieel besluit 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 wordt § 1 aangevuld met de volgende zin:

“Ditzelfde aantal prestaties per activiteitsuur wordt vermenigvuldigd met het contingent dat in 2022 aan diensten wordt toegewezen om het aantal prestaties te verkrijgen dat voor het jaar 2022 in aanmerking moet worden genomen.”

**Art. 3.** In artikel 4 van het ministerieel besluit 3 december 2020 betreffende verscheidene bepalingen inzake de financiering van de operatoren in de sector van gezondheid en sociale actie in het kader van het beheer van de gezondheidscrisis COVID-19 worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

*Afdeling 3. — Verlenging van de maatregelen met betrekking tot diensten die worden gefinancierd door middel van een revalidatieovereenkomst bedoeld in artikel 1, 6°, van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

**Art. 4.** In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

*Afdeling 4. — Verlenging van de maatregelen betreffende de rustoorden en de rust- en verzorgingstehuizen en de dagverzorgingscentra*

**Art. 5.** In artikel 6 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 juni 2021” telkens vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

**Art. 6.** In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 juni 2021” telkens vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

**Art. 7.** In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 juni 2021” telkens vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

**Art. 8.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 juni 2021” telkens vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

**Art. 9.** In artikel 11 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

**Art. 10.** In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

*Afdeling 5. — Verlenging van de maatregelen betreffende de psychiatrische verzorgingstehuizen*

**Art. 11.** In artikel 13 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

*Afdeling 6. — Verlenging van de maatregelen betreffende de initiatieven voor beschut wonen*

**Art. 12.** In artikel 14 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

*Afdeling 7. — Verlenging van de maatregelen met betrekking tot de verblijfkosten van de door het Waalse Gewest erkende ziekenhuizen*

**Art. 13.** In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

*Afdeling 8. — Verlenging van de maatregelen betreffende de diensten voor de opvang, huisvesting en bijstand in de leefomgeving in de gehandicaptensector*

**Art. 14.** In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” telkens vervangen door de woorden “31 december 2021”.

**Art. 15.** In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “30 juni 2022”.

**Art. 16.** In artikel 27 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 2° worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “31 december 2021”;

2° in 3° worden de woorden “30 september 2021” vervangen door de woorden “31 december 2021” en worden de woorden “30 dagen na de einddatum van de maatregelen waarop dit besluit betrekking heeft, d.w.z. 30 oktober 2021” vervangen door de woorden “31 december 2021”;



3° in 4° worden de woorden "15 oktober 2021" vervangen door de woorden "31 december 2021".

**Art. 17.** In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de woorden "30 september 2021" vervangen door de woorden "31 december 2021".

**Art. 18.** In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de woorden "30 september 2021" vervangen door de woorden "31 december 2021" en worden de woorden "niet later dan 15 dagen na het einde van de crisisperiode, d.w.z. 15 oktober 2021" vervangen door de woorden "31 december 2021".

*Afdeling 9. — Slotbepaling*

**Art. 19.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 30 september 2021.

Namen, 28 april 2022.

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,  
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,  
Ch. MORREALE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/32179]

#### 19 MEI 2022. — Ordonnantie betreffende de interoperabiliteit van elektronische tolheffingssystemen voor het wegverkeer

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt:

#### INLEIDENDE TITEL

##### Artikel 1. — Aangelegenheid

Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

##### Artikel 2. — Voorwerp

Deze ordonnantie voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2019/520 van het Europees Parlement en de Raad van 19 maart 2019 betreffende de interoperabiliteit van elektronische tolheffingssystemen voor het wegverkeer en ter facilitering van de grensoverschrijdende uitwisseling van informatie over niet-betaling van wegentol in de Unie. De verwijzingen in bestaande ordonnantiële bepalingen naar de bij deze richtlijn [met ingang van 20 oktober 2021] ingetrokken Richtlijn 2004/52/EG, gelden als verwijzingen naar de richtlijn 2019/520 [en worden gelezen volgens de concordantietabel in bijlage IV bij de richtlijn 2019/520].

#### HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

##### Artikel 3. — Definities

Voor de toepassing van deze ordonnantie en haar uitvoeringsbesluiten wordt verstaan onder:

1° *accreditatie*: de bevestiging van de tolheffer aan de EETS-aanbieder dat hij aan alle voorwaarden voldoet om EETS in een EETS-gebied aan te bieden;

2° *accreditatieprocedure*: de door de tolheffer opgezette en beheerde procedure die een EETS-aanbieder moet doorlopen alvorens in een EETS-gebied deze dienst te mogen aanbieden;

3° *algemene verordening gegevensbescherming*: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

4° *backoffice*: het centraal elektronisch systeem gebruikt om in het kader van een elektronisch tolheffingssysteem voor het wegverkeer informatie te verzamelen, te verwerken en te verzenden;

5° *bemiddelende instantie*: de instantie als bedoeld in artikel 11 van de EETS-richtlijn om bemiddeling mogelijk te maken tussen tolheffers en EETS-aanbieders die met die tolheffers EETS-overeenkomsten hebben gesloten of daarover onderhandelen;

6° *boordapparatuur*: alle aan boord van een voertuig geïnstalleerde of meegenomen hardware- en/of softwarecomponenten die worden gebruikt als onderdeel van de toldienst, om gegevens te verzamelen, op te slaan, te verwerken en van op afstand te ontvangen of te verzenden, als een afzonderlijk toestel of geïntegreerd in het voertuig;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2022/32179]

#### 19 MAI 2022. — Ordonnance concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### TITRE INTRODUCTIF

##### Article 1<sup>er</sup>. — Matière réglée

La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

##### Article 2. — Objet

Cette ordonnance transpose partiellement de la directive 2019/520 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2019 concernant l'interopérabilité des systèmes de télépéage routier et facilitant l'échange transfrontière d'informations relatives au défaut de paiement des redevances routières dans l'Union. Les références, dans les dispositions ordonnancielles existantes, à la directive 2004/52/CE abrogée par la présente directive [avec effet au 20 octobre 2021] doivent être interprétées comme des références à la directive 2019/520 [et doivent être lues conformément au tableau de correspondances figurant à l'annexe IV de la directive 2019/520].

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Dispositions générales

##### Article 3. — Définitions

Pour l'application de l'ordonnance et ses arrêtés d'exécution, l'on entend par :

1° *agrément* : la confirmation du percepteur de péages au prestataire du SET qu'il remplit toutes les conditions pour proposer le SET dans un secteur du SET ;

2° *procédure d'agrément* : le processus défini et géré par le percepteur de péages, auquel un prestataire du SET doit se soumettre avant de pouvoir fournir ce service dans un secteur du SET ;

3° *règlement général sur la protection des données* : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE ;

4° *back-office* : le système électronique central utilisé pour collecter, traiter et envoyer des informations dans le cadre d'un système de télépéage routier électronique ;

5° *organe de conciliation* : l'organe visé à l'article 11 de la directive SET destiné à faciliter la médiation entre les percepteurs de péages et les prestataires du SET qui ont conclu des contrats de SET avec ces percepteurs de péages ou sont en négociation avec ceux-ci en vue de conclure de tels contrats ;

6° *équipement embarqué* : l'ensemble complet de composants matériels et logiciels devant être utilisé dans le cadre du service de péage, qui est installé ou transporté à bord d'un véhicule afin de recueillir, stocker, traiter et recevoir/transmettre des données à distance, soit en tant que dispositif séparé ou en tant qu'équipement intégré dans le véhicule ;